

# REVUE DE PRESSE



## Céline Alléaume

Candidate Députée  
Porte-parole de François Bayrou

**APEC - 19 mars 2007**

"Un parti politique, cela ressemble à une entreprise"

**HAUTE-SAINTONGE - 16 mars 2007**

François Bayrou, candidat de l'UDF...

**SUD OUEST - 26 février 2007**

Pour la première fois de son histoire, le parti centriste présente des candidats dans chacune des cinq circonscription de Charente-Maritime

**LE MONDE - 05 février 2007**

Quand les salariés font carrière... dans la politique

**HAUTE-SAINTONGE - 24 novembre 2006**

L'UDF a l'écoute des jeunes

**SUD OUEST - 20 novembre 2006**

L'avenir des jeunes en Haute-Saintonge

**SUD OUEST - 20 novembre 2006**

Une carte à jouer sur le territoire

**SUD OUEST - 08 juin 2006**

Des jeunes en renfort

**ROBIN - 30 mars 2006**

Il faut que l'Etat fasse son job

**SAINTONGE HEBDO - 03 juin 2005**

Portrait d'une jeune femme pas ordinaire

**UEJF - 29 avril 2005**

Déclaration de Céline Alléaume en mémoire de la Shoah à l'issue de son voyage officiel en Pologne avec la délégation UEJF

Retrouvez l'ensemble des ces articles sur : [www.celine-alleaume.com](http://www.celine-alleaume.com)

Permanence de campagne de Céline Alléaume – 6, rue Sadi Carnot 17500 Jonzac  
Domicile personnel : 25, avenue de la République - 17210 Montlieu-la-Garde  
Tél. : 06 03 67 55 29 – [permanence@celine-alleaume.com](mailto:permanence@celine-alleaume.com)

[www.celine-alleaume.com](http://www.celine-alleaume.com)

APEC - 19 mars 2007

"Un parti politique, cela ressemble à une entreprise"

**"Un parti politique, cela ressemble à une entreprise"**



**Céline Alléaume, consultante en stratégie et management et militante**

Céline Alléaume est une jeune femme très occupée. Consultante confirmée dans un groupe international de conseil, elle est aussi une militante hyperactive. Membre du bureau politique national de son parti, elle va se présenter aux élections législatives en Charente-Maritime, sur ses terres natales. Un engagement qu'elle se refuse de commenter dans son milieu professionnel même si ses collègues et sa hiérarchie sont au courant. "Faire comprendre pourquoi on a choisi d'être un professionnel de la politique, c'est très compliqué. Alors j'évite d'en parler. Et quand on essaye de m'amener sur ce terrain là, je m'en sors avec une piroquette ou je change de sujet". Même s'il y a un mur entre son métier de consultante et son engagement politique, elle reconnaît que ce dernier lui a beaucoup apporté. "Le plus grand bénéfice, c'est que vous comprenez mieux les politiques publiques : comment elles sont fabriquées et mises en œuvre. C'est un acquis intellectuel fort". Cette experte du secteur énergétique en Europe se sent par exemple mieux armée quand il faut réfléchir à l'impact d'une nouvelle réglementation sur un secteur ou l'activité d'une société. Mais elle a aussi conscience d'apporter à son parti son savoir-faire de pro du conseil en étant capable de piloter des projets de A à Z ou de fédérer des équipes. "Un parti, cela ressemble à une entreprise. Les cadres devraient s'engager davantage pour amener de nouvelles pratiques dans le monde politique".



HAUTE-SAINTONGE - 16 mars 2007

François Bayrou, candidat de l'UDF...

**ACTUALITES**

**PRESIDENTIELLES - EN EXCLUSIVITE POUR LES LECTEURS DE LA HAUTE-SAINTONGE**

**François Bayrou, candidat de l'UDF : «Former un gouvernement qui dépassera le clivage gauche-droite»**

Cette semaine, en exclusivité pour les lecteurs de la Haute-Saintonge, François Bayrou, candidat de l'UDF aux présidentielles, répond à nos questions.



**Parmi ses priorités**

**CLÉRAC**

**Réunion publique de l'UDF**

Vendredi 23 mars, réunion publique à Clérac avec François Bayrou, candidat de l'UDF aux présidentielles, Céline Alléaume, porte-parole de François Bayrou et candidate députée, organise une grande réunion publique en salle des fêtes de Clérac, vendredi 23 mars à 20 h, avec la participation exceptionnelle de Philippe Arnaud, sénateur de Charente, Jean-Luc Saunier, professeur à l'université Robert Schuman de Strasbourg, spécialiste du droit communautaire européen, Gaspard Lépine, bureau du prix du jeune créateur d'entreprise, titulaire de l'Innovation en viticulture de Bordeaux.

Le thème de la soirée permettra de dialoguer sur les attentes vis-à-vis de l'élection présidentielle et législative et de présenter ce que François Bayrou veut faire pour la ruralité et l'agriculture. Les propositions concrètes sont complètement traitées à partir de ce débat.

Céline Alléaume, porte-parole de François Bayrou en Haute-Saintonge, candidate à l'élection législative sur la 4<sup>e</sup> circonscription de Charente-Maritime. Contact : 25 avenue de la République, 17216 Montézun la Garde.



**CLÉRAC**

**Réunion publique de l'UDF**

Vendredi 23 mars, réunion publique à Clérac avec François Bayrou, candidat de l'UDF aux présidentielles, Céline Alléaume, porte-parole de François Bayrou et candidate députée, organise une grande réunion publique en salle des fêtes de Clérac, vendredi 23 mars à 20 h, avec la participation exceptionnelle de Philippe Arnaud, sénateur de Charente, Jean-Luc Saunier, professeur à l'université Robert Schuman de Strasbourg, spécialiste du droit communautaire européen, Gaspard Lépine, bureau du prix du jeune créateur d'entreprise, titulaire de l'Innovation en viticulture de Bordeaux.

Le thème de la soirée permettra de dialoguer sur les attentes vis-à-vis de l'élection présidentielle et législative et de présenter ce que François Bayrou veut faire pour la ruralité et l'agriculture. Les propositions concrètes sont complètement traitées à partir de ce débat.

Céline Alléaume, porte-parole de François Bayrou en Haute-Saintonge, candidate à l'élection législative sur la 4<sup>e</sup> circonscription de Charente-Maritime. Contact : 25 avenue de la République, 17216 Montézun la Garde.

## SUD OUEST - 26 février 2007

Pour la première fois de son histoire, le parti centriste présente des candidats dans chacune des cinq circonscriptions de Charente-Maritime

### LEGISLATIVES. -- Pour la première fois de son histoire, le parti centriste présente des candidats dans chacune des cinq circonscriptions de Charente-Maritime

L'UDF rêve de grand chelem: Sylvain Cottin

Pour la première fois de son histoire, l'UDF présentera au mois de juin prochain un candidat à la députation dans chacune des 577 circonscriptions françaises. Établie l'été dernier par le bureau politique du parti centriste, cette stratégie à risques profite aujourd'hui de la popularité croissante de François Bayrou. Une conjoncture rêvée pour la présentation des cinq candidats charentais maritimes, tous rassemblés vendredi dernier à Rochefort (1).

S'offrant une entrée en scène totalement décomplexée, le président départemental de l'UDF en profite ainsi pour répéter que l'embellie nationale pourrait également profiter à ses collègues départementaux.

L'effet Bayrou. « Nous croyons à fond que Bayrou sera au second tour de la présidentielle, et notre priorité sera d'abord de relayer son message », explique Jean-Philippe Ardouin, lui-même postulant dans la circonscription de Saintes-Saint-Jean-d'Angély.

« L'effet Bayrou est évident, je le vois tous les jours sur le terrain où son coefficient de sympathie est très fort. Sur les marchés, par exemple, la réaction des gens est énorme, quelque chose se passe. A la dernière réunion que nous avons organisée à Saintes la semaine dernière, j'ai également découvert de nouveaux sympathisants qui voulaient tout de suite avoir un rôle actif dans la campagne. »

Avec Elisabeth Blaizot-Delorme pour La Rochelle-Ré, et Céline Alléaume sur Royan-Jonzac, l'UDF profite également de cette extension du domaine de sa lutte pour s'acquitter sans trop de mal de l'exigence de parité.

(1) Les cinq candidats UDF : Elisabeth Blaizot-Delorme (La Rochelle-Ré), Michel Bel à Rochefort, Jean-Philippe Ardouin à Saintes - Saint-Jean-d'Angély, Jean-Bernard Prudencio pour Royan-Oléron et Céline Alléaume sur Royan-Jonzac.

# SUD OUEST

## LE MONDE - 05 février 2007

Quand les salariés font carrière... dans la politique

# Le Monde

### Quand les salariés font carrière... dans la politique

La souveraineté nationale appartient au peuple", dont "aucune section (...) ne peut s'attribuer l'exercice". Posé en ces termes par la Constitution française, le principe de représentativité du Parlement souffre, depuis ses origines, de quelques dérogations de fait. Outre la diversité de genre, d'âge ou d'origine, l'Assemblée nationale représente de façon très imparfaite la réalité du monde professionnel. Peu présents au Palais-Bourbon, avec seulement 21 % des sièges, les salariés du privé constituent pourtant - à hauteur de 65 % - la part la plus importante de la population active nationale. Les fonctionnaires et professions libérales (24 % et 1,5 % du monde professionnel) occupent respectivement 39 % et 20 % des postes de députés. La source de ce déséquilibre ? Une différence de situation matérielle et juridique, au détriment des salariés du privé, dont les "conditions d'accès" à un mandat parlementaire diffèrent fortement des deux autres catégories.

Candidate socialiste dans la 3e circonscription d'Ille-et-Vilaine, Laurence D., 37 ans, n'a pas encore fait part de ses ambitions politiques à son employeur. Cette jeune cadre d'une petite entreprise de portage salarial est encore en période d'essai. Même si elle compte sur la compréhension de sa directrice des ressources humaines (DRH) "plutôt de gauche", Laurence D. attend le dernier moment pour se dévoiler. Une situation qu'elle juge injuste : "Les fonctionnaires, comme les libéraux, n'ont pas ce problème de négociation. Ils n'ont pas à se demander

ce que va penser leur patron." Même souci, mais cette fois-ci en direction de la clientèle, pour Chantal Gombert, 45 ans, candidate UDF dans les Pyrénées-Orientales. Même si son patron n'est autre que son mari, "il a fait la moue quand j'ai annoncé que je serais candidate". Commerciale dans une PME familiale de vente de pianos, elle avoue "avoir beaucoup réfléchi" : "Tous nos clients ne sont pas à l'UDF. Ma candidature ne va-t-elle pas en gêner certains ? Va-t-on aussi perdre des marchés publics de collectivités de gauche ?"

Pour Kheira Drissi, 31 ans, financière au sein de l'association "l'École de la deuxième chance", la négociation avec son employeur a tourné court. Candidate socialiste en Haute-Marne, elle a dû démissionner suite au refus de son directeur de la voir se présenter aux législatives. Aujourd'hui au chômage, elle mène campagne en vivant... sur ses économies. "Pour les salariés du privé, c'est sans filet. Il faudrait penser à instaurer un statut du candidat, en plus de celui de l'élu."

Une fois l'entreprise prévenue, viennent les questions matérielles. Une campagne électorale demande du temps : il faut s'organiser, prendre des congés et négocier. Là encore, avec son employeur, Delphine Mayrargue, candidate socialiste dans l'Allier, est salariée de droit privé à la SNCF.

Employée au service communication, elle a dû changer de poste pour pouvoir bénéficier d'un temps de travail réduit à 80 %. Un compromis acceptable, car elle sait que "la SNCF aurait pu refuser". Laurence D., elle, avait anticipé. D'ores et déjà élue comme conseillère municipale,

elle a longtemps cherché un poste à mi-temps pour assurer son mandat local. "Mais trouver un emploi de cadre à temps partiel est une mission quasi impossible. Un cadre en France doit forcément donner le maximum de son temps, sinon il est mal vu."

Même anticipation pour Céline Alléaume, 29 ans, cadre supérieure chez Cap Gemini et candidate UDF en Charente-Maritime. Lorsque cette jeune spécialiste des questions d'énergie a été embauchée, elle a tout de suite prévenu son nouvel employeur : "Sachez que je suis militante et que mon engagement peut me demander du temps." En juin dernier, elle est retournée voir sa direction pour passer à quatre cinquièmes de temps à partir de septembre. "On a élaboré, ensemble, un plan de travail sur 12 mois pour que je continue à être rentable."

Dans la dernière ligne droite de la campagne, tous vont cumuler leurs congés payés et des congés sans solde. Pour autant, François Pinte, candidat UMP en Loire-Atlantique et cadre supérieur de l'entreprise de placement Synergie, continuera à se rendre deux matinées par semaine au bureau. "Difficile de faire autrement ; j'ai des délégations de signatures et des réunions indispensables en tant que dirigeant."

Une fois élus, ces candidats du privé pourront bénéficier d'une suspension de leur contrat de travail, un équivalent à la mise en disponibilité dans la fonction publique. Cette mesure garantissant, théoriquement, leur réintégration dans l'entreprise à l'issue de leur mandat. "Dans les faits, je me vois mal récupérer mon poste au bout de cinq ans, s'inquiète

Laurence D.. Ils auront, et c'est normal, embauché quelqu'un d'autre." Sans compter que l'entreprise peut avoir disparu entre-temps. Pour Chantal Gombert, commerciale dans la vente de pianos, c'est aussi une question d'entretien des compétences. "Être déconnectée pendant plusieurs années d'un marché aussi pointu que le mien n'est pas sans risque. Les techniques évoluent. Dans cinq ans, je serai forcément dépassée."

Cette rupture d'égalité devant l'engagement politique entre salariés et agents publics est "la principale raison expliquant la surreprésentation des fonctionnaires aux assemblées", selon un rapport de l'Institut Montaigne d'octobre 2002 intitulé "Comment améliorer le travail parlementaire".

Pour tenter de l'atténuer, et de pallier ainsi le risque de chômage du député en fin de mandat, l'Assemblée nationale a adopté, en 2003, un dispositif plus protecteur. Tout député non réélu pourra percevoir l'intégralité de son indemnité parlementaire (6 892 euros brut) durant six mois. Pendant quatre ans et demi, ensuite, il touchera une indemnité dégressive et différentielle. En juillet 2002, ils étaient 79 députés à avoir "pointé" au dispositif précédent, moins avantageux.

Si les candidats issus du secteur privé regrettent ce déséquilibre de situation par rapport aux fonctionnaires et aux professions libérales, tous reconnaissent cependant qu'être issu du privé peut être un "plus" pour leur candidature, un ancrage dans "la vie réelle", source d'une plus grande crédibilité auprès de certains segments de l'électorat.

Luc Peillon

## HAUTE-SAINTONGE - 24 novembre 2006

L'UDF à l'écoute des jeunes

**L'UDF à l'écoute des jeunes**

Pour cette rencontre "au Jonzacois", il y avait des jeunes mais aussi quelques adultes jeunes, tout aussi préoccupés par le devenir de nos enfants, plus particulièrement sur notre territoire.

Samedi soir, pour se présenter "à la carte", l'UDF Jonzacois avec le délégué Cécile Alléaume, animatrice du Haut-Saintonge.

Cette rencontre sera la première d'une série de rencontres visant à sensibiliser les jeunes sur leur avenir. Ces derniers forment un réservoir de voix non négligeable pour l'UDF. Cécile Alléaume s'efforcera d'obtenir les suffrages.

L'équipe de Cécile Alléaume, en mettant un accent sur le dialogue, veut sembler des explications précises durant ces prochaines années, il n'est pas d'autre choix pour beaucoup de jeunes que de s'inscrire vers d'autres filières que des "petits boulons", trop fréquents hélas !

Les gens de tout de la Charente-Maritime ne manquent, ni de besoins sociaux, ni d'immigration et c'est sans doute pour cela qu'ils font l'objet d'une attention particulière des responsables politiques locaux en ce qui concerne l'emploi.

Cette nuit, deux exemples :

Quand on n'est pas un très, il faut essayer d'être le meilleur pour trouver sa place.

En organisant cette réunion dans un bar très fréquenté, les intervenants de cette soirée unique dans les annales de la communication politique, ont fait le choix de l'expression démodée mais efficace, conforme au style de l'UDF.

Tout à tour les problèmes de l'emploi, les préoccupations des jeunes et leurs parents, la crèche, l'éducation, le logement, ont été au centre de la discussion avec l'écoulement apporté par Cécile. En présence générale des jeunes syndicalistes européens et Jean-François Martin, président de La Force Charentaise des associations générales étudiantes, l'UDF national étudiant.

Cette expérience qui a été jugée très concluante, sera reproduite en janvier prochain. D'autres rencontres portant sur des thèmes différents, se dérouleront régulièrement, jusqu'à l'élection présidentielle de 2007.

Cécile Alléaume, membre du bureau national, a voulu sur cette forme de contact, donner aux personnes présentes, éclairés sur les possibilités de s'inscrire, de poser les questions et d'obtenir chaque fois que possible, les réponses appropriées.

Daniel Salmon



## SUD OUEST - 20 novembre 2006

L'avenir des jeunes en Haute-Saintonge

**L'avenir des jeunes en Haute-Saintonge**

**SUD OUEST**

Samedi, Cécile Alléaume, animatrice de l'UDF en Haute-Saintonge, a organisé un point de vue sur les Jonzacois sur un thème sujet, « Quel avenir pour les jeunes en Haute-Saintonge », en présence de ses amis, de ceux d'une réunion de concertation locale où les questions venaient être bien de chez d'entreprises, de parents s'intéressant sur les petits accords des jeunes par les banques, ou de jeunes employés en interim s'interrogeant sur les fortes différences de salaires perçus suivant l'emploi assumé.

Réviser de leur expérience, deux jeunes intervenants, Justine Br, secrétaire générale des jeunes syndicalistes européens et Jean-François Martin, président du syndicat étudiant La FAGE, pouvaient apporter les réponses au fil de cette table-ronde. « Le but de cet échange est de créer les explications », commente Cécile Alléaume.

Elle envisage une deuxième réunion de ce type en janvier.

## SUD OUEST - 20 novembre 2006

Une carte à jouer sur le territoire

**POLITIQUE.** Cécile Alléaume est animatrice de l'UDF sur le secteur de Jonzac. Elle souhaite développer son parti en Haute-Saintonge

**« Une carte à jouer sur le territoire »**

« Sud Ouest ». Vous venez de prendre les fonctions d'animatrice du parti de l'UDF en Haute-Saintonge. Qu'est-ce qui vous a poussé à prendre cette responsabilité ?

Cécile Alléaume. Cela fait 9 ans que j'ai ma carte à l'UDF (union pour la démocratie française). Après m'être occupée des jeunes UDF à Paris puis au niveau national, je suis entrée dans le bureau politique du parti et depuis deux ans, je suis dans la direction nationale.

Depuis 10 ans, j'ai aussi la binationnalité charentaise et parisiennaise. Originnaire de Bédénac, j'ai aujourd'hui envie de venir me réinstaller ici, mais aussi d'y développer l'UDF. Le parti, dans le département, est essentiellement présent dans les milieux urbains, alors que jusqu'en 2000, il y avait des sensibilités en Haute-Saintonge. Il y a donc une carte à jouer.

» Quelle est la mission de la section sur le territoire ?

De montrer à nouveau que l'UDF existe. Nous entrons dans trois années importantes sur le plan électoral. L'élection présidentielle est le plus grand catalyseur politique en France, c'est donc le moment où jamais. Nous souhaitons jouer la proximité, redonner une place au parti dans le paysage local et faire en sorte que les personnes qui ont des sensibilités centristes puissent avoir un relais local.

» Nous allons à la rencontre des habitants sur les marchés et les diverses manifestations est-ce simple pour discuter, prendre la température, être à l'écoute des gens. Puis nous lancerons la campagne présidentielle en organisant des tables rondes à partir de la rentrée.

» Songez-vous personnellement à vous présenter à une échéance électorale locale ?

La question n'est pas d'actualité. Ce qui compte aujourd'hui c'est le projet présidentiel. Selon le résultat qu'obtiendra notre candidat, nous verrons. Il y a des choses à faire pour défendre nos petites communes. Je m'étonne qu'ici par exemple il y ait si peu d'investissements privés.

» Propos recueillis par L.B.

Cécile Alléaume, l'animatrice de la section Sud Saintonge de l'UDF

PHOTO L.B.

**SUD OUEST**



SAINTONGE HEBDO - 03 juin 2005  
Portrait d'une jeune femme pas ordinaire

### Portrait d'une jeune femme pas ordinaire...

**L**ors de la réunion publique Jean-Claude Baudouin, député de la Charente-Martiniquaise, avait invité la population à venir discuter sur le projet de la Constitution Européenne, en présence d'une jeune femme membre du bureau politique nationale de l'UDF, vice-présidente des jeunes UDF.

Portrait d'une jeune femme qui ne mâche pas ses mots et qui explique où ne peut mieux, le 23-04, établissant la candidature pour l'Europe, pourquoi, comment.

Elle ne croit pas dans le débat du Quinquennat, elle croit en son âme et conscience. Pour le monde tout est depuis 2002 et 2005, une convention élabore le projet de constitution. Européenne pour le développement et la croissance dans l'Union, pour les politiques dans l'Union et pour le plan de l'Union dans le monde. 25 Etats sont concernés.

A Montlieu la Gardie, une jeune femme issue de cette région puisque née à Charente, est venue parler avec ses amis du Sud Saintonge, d'Europe et du formidable défi que représente la construction Européenne pour la France.

Céline Alléaume est diplômée en Sciences politiques et en sciences économiques, Université de la Sorbonne Paris 1, elle travaille depuis 8 ans comme consultant en stratégie dans le secteur de l'énergie et met en œuvre les fonctions de son groupe Cap Gemini. Parallèlement à sa carrière professionnelle, elle est vice-présidente des jeunes UDF, en charge du pôle contribution au projet politique et membre du bureau politique national de l'UDF, présidé par François Reynès.

Agée de 27 ans, mariée, grande à Charente, dans la commune de Sédillac (où son père est actuellement maire de la commune) scolaire d'abord à l'école primaire du village puis au collège de Montlieu la Gardie et ayant voyagé au Sud Saintonge pendant 10 ans, elle a rejoint Paris en 1996 pour terminer ses études universitaires.


Depuis lors, elle a voyagé et travaillé aux 4 coins d'Europe et du Monde : Moyen Orient, Etats-Unis, Asie du Sud Est, Afrique du Nord.

C'est à travers l'expérience de ses expériences, sur des terrains parfois difficiles, quelle a acquis la conviction intime que la démocratie, la liberté d'expression et la paix sont les plus belles richesses à défendre et quelle a décidé de s'engager, parallèlement à sa carrière professionnelle, en politique.

Céline Alléaume explique, décrit, raconte dans ses moindres détails, avec des mots simples, mais percutants comment rendre l'Europe plus démocratique, plus transparente et surtout plus efficace et c'est en présence de nombreuses personnalités, qui saluent par des applaudissements frénétiques, la prestation de cette jeune femme, celle-ci lance la parole au Député Baudouin puis à Bruno Albert, maire de la commune.

M.N.

UEJF - 29 avril 2005  
Déclaration de Céline Alléaume en mémoire de la Shoah à l'issue de son voyage officiel en Pologne avec la délégation UEJF

 **MEMOIRE**

**L' UEJF accompagne des jeunes militants de tous horizons en Pologne**

Par uejff - 29 avril 2005 08:39  
Actions: Mémoire



Du 8 au 12 avril dernier, c'est une douzaine de responsables d' Europe trialala, de l'organisation étudiante FAGE, du MDS, du Parti Radical de Gauche, de l'UDF jeunes et de l'UMP jeunes, qui en compagnie de l' UEJF se sont rendus en Pologne autour du thème « mémoire et transmission ».

Au programme, visites de plusieurs camps de concentration et d'extermination en compagnie d'un historien, témoignage d'un survivant de Birkenau, conférence sur les enjeux de la mémoire, promenade et visites de musées dans les anciens quartiers juifs de Cracovie et de Lublin.

Voici à ce propos le témoignage de Céline Alléaume, vice-présidente Jeunes UDF.

"De notre voyage sur les traces de la Shoah en Pologne, je garderai à jamais un arrière-goût d'honneur et un sentiment de malaise. Fouler les sols toujours boueux des camps Auschwitz, de Belzec et de Majdanek en 2005, c'est intégrer dans sa chair le goût même de l'honneur, ce qu'aucun livre d'histoire n'arrivera jamais tout à fait à transmettre seul : l'extermination programmée et industrialisée par les nazis de millions d'innocents, Juifs, tsiganes, opposants politiques, homosexuels, handicapés. Le malaise ensuite lorsque nous réalisons la nature même de la participation de certains Etats et / ou de certaines populations européennes, de la responsabilité directe des fonctionnaires français en charge de la gestion du camp de Drancy qui aura conduit 70 000 Juifs vers les chambres à gaz d'Auschwitz, aux paysans polonais de Belzec administrant spontanément le camp d'extermination situé sur leur commune.

La mémoire retrouvée appelle à bien plus qu'une demande de pardon. Elle doit conduire à la mise en place d'un dispositif exigeant de transmission de la mémoire auprès de l'ensemble des populations européennes, et à un processus d'éducation renforcé des plus jeunes à la diversité culturelle et religieuse. »

 **ENVOYER PAR MAIL**
 **IMPRIMER**

